



Westminster & City News

NUMÉRO 41

Du 8 au 14 novembre 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Les conservateurs et les travaillistes proposent un assouplissement des règles budgétaires – Les objectifs actuels de déficit inférieur à 2 % et de réduction de la dette en 2020-21 ainsi que d'équilibre budgétaire en 2025, semblant désormais hors d'atteinte, ont été abandonnés. A la place, les deux principaux partis proposent un objectif d'équilibre budgétaire (hors investissements) d'ici le milieu de la prochaine législature. Les conservateurs proposent également le maintien du service de la dette sous les 6 % des recettes fiscales (contre 10 % pour les travaillistes) et une limite pour les dépenses d'investissement étendue à 3 % du PIB. Enfin, les travaillistes se fixent pour objectif d'augmenter la valeur du patrimoine net de l'État. Ces nouvelles règles devraient permettre d'augmenter les dépenses d'investissement d'environ 22 Md£ par an pour les conservateurs et 55 Md£ pour les travaillistes. Le Chancelier S. Javid justifie cet assouplissement par les conditions d'emprunt très favorables pour l'État. Les promesses électorales de baisse d'impôt de B. Johnson ne semblent toutefois pas être compatibles avec le nouveau cadre de régulation budgétaire des conservateurs.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Le PIB rebondit de 0,3 % au T3 après la contraction de 0,2 % enregistrée au T2 – Le Royaume-Uni échappe ainsi à la récession grâce au dynamisme des dépenses des ménages (+0,4 % au T3) dont les revenus progressent en termes réels, et à la progression des dépenses publiques (+0,3 %). En revanche, l'investissement des entreprises ne progresse pas. Au niveau sectoriel, ce sont les services qui continuent de soutenir très largement l'activité alors que l'industrie stagne après le déclin du T2. La croissance du PIB a toutefois affiché une baisse inattendue en septembre (-0,1 %). Les économistes anticipaient que la constitution de stocks, en anticipation d'un éventuel no deal au 31 octobre, soutiendrait l'activité. Ce phénomène ne s'est toutefois pas matérialisé, ce qui veut aussi dire que les anticipations des économistes sur la dégradation de l'activité au T4 en lien avec le contrecoup anticipé de la constitution de stock (phénomène observé au T2) pourraient ne pas se matérialiser non plus.

58 000 emplois en moins sur le marché du travail britannique au T3 – Il s'agit de la plus forte baisse trimestrielle depuis 2013, même si le nombre total d'heures travaillées n'a, lui, pas baissé. Malgré le déclin de l'emploi, le chômage a reculé à 3,8 % (-0,1pp) et reste donc inférieur au niveau de chômage d'équilibre estimé à 4,25 % par la Banque d'Angleterre. Les indicateurs avancés (enquêtes sur les intentions d'embauches et données sur les postes à pourvoir) indiquent que l'emploi devrait stagner dans les prochains mois. La croissance des salaires ralentit à 3,6 % au T3 en glissement annuel mais reste élevée et devrait se maintenir dans les prochains mois. Les capacités disponibles sur le marché du travail restent relativement faibles et les entreprises rapportent toujours d'importantes difficultés à recruter. Le faible taux d'inflation permet également au salaire réel de se maintenir. De plus, le gouvernement devrait augmenter le salaire minimum de 5,6 % en avril prochain afin de remplir son objectif et d'atteindre un salaire minimum à 60 % du salaire médian.

L'inflation ralentit à 1,5 % en octobre (-0,2 pp sur un mois) – L'inflation sous-jacente s'est pourtant maintenue à 1,7 %. En effet, la diminution de l'inflation reflète la forte baisse de la contribution des prix énergétiques, et non le ralentissement des pressions domestiques. En particulier, la décision du régulateur de l'énergie (OFGEM) de baisser son plafond sur les prix de l'électricité et du gaz de 6 % en octobre après l'avoir augmenté de 10 % en avril dernier a contribué à la baisse des prix. De plus, l'inflation de l'essence a décliné (-3,3 %). Néanmoins, le maintien

de la croissance des salaires à un niveau élevé, dans un contexte de productivité atone, semble se répercuter sur la composante domestique de l'inflation qui pourrait progresser plus rapidement dans les prochains mois.

COMMERCE

Le solde de la balance commerciale (biens et services) s'est amélioré au T3 2019 – Le déficit de la balance commerciale s'est en effet réduit de 5 Md£ par rapport au T2, pour atteindre -6,4 Md£. Cette diminution du déficit résulte essentiellement d'une amélioration de l'excédent de la balance des services, en hausse de 4 Md£ par rapport au T2, et qui a atteint +26,8 Md£ au T3. Le déficit de la balance des biens s'est également réduit de 1 Md£ au T3, pour s'établir à -6,5 Md£. Le déficit de la balance des biens est notamment en recul de 2,3 Md£ au vis-à-vis des pays extracommunautaires, grâce au dynamisme des exportations britanniques de machines et d'équipements de transport, en hausse de 2,8 Md£ au T3 par rapport au T2. Le déficit de la balance des biens vis-à-vis des pays de l'UE s'est quant à lui creusé de 1,3 Md£, en raison d'une hausse des importations de produits chimiques, d'équipements automobiles et aéronautiques.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Moody's dégrade ses perspectives sur la notation souveraine du RU – Pour [Moody's](#), la paralysie engendrée par le Brexit rend la politique économique du RU moins prévisible et affecte sa crédibilité financière. La perspective de sa notation Aa2 de la dette émise par le RU est donc passée de « stable » à « négative », ce qui implique qu'une baisse de la note réelle pourrait être imminente. Selon l'agence, la dette publique britannique de 1,8 Md£ (soit plus de 80 % du PIB) risque d'augmenter à nouveau, alors que les partis conservateur et travailliste ont promis d'importantes augmentations des dépenses. Moody's souligne également les défis qui entourent la négociation de la relation future et prévient que « tout signe que le RU n'a pas été en mesure de reproduire les avantages de l'adhésion à l'UE avec des accords commerciaux en Europe et au-delà serait également négatif pour la notation ».

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

Londres confirme sa place de leader mondial sur le marché du renminbi - Le 5^e rapport du [London RMB Business Quarterly](#) co-réalisé par la *City of London Corporation* et le bureau européen de la Banque populaire de Chine, révèle que 85 Md\$ en renminbi (RMB) ont été échangés au deuxième trimestre 2019, soit 10 % de plus qu'au trimestre précédent et 23 % de plus qu'au 2^e trimestre 2018. Londres a pris une part de 43,9 % dans les transactions en renminbi effectuées sur les marchés étrangers d'avril à juin, contre 38,6 % pour la même période en 2018. Les transactions transfrontalières entre le RU et la Chine ont également fortement augmenté (48 % par rapport à 2018), pour atteindre 377 Md RMB. L'intensification des échanges sur le renminbi confirme les efforts de la *City*, engagée depuis longtemps dans un programme dédié avec la Chine (la *City* a des bureaux de représentation à Beijing et Shanghai depuis 2008, et Londres compte plus de 30 institutions financières chinoises). Par ailleurs, la Chine conforte ses objectifs d'élargissement de l'appropriation de sa monnaie pour concurrencer le dollar américain.

Les entreprises de la City en progrès sur les questions de parité – En 2016, le rapport Hampton-Alexander préconisait d'augmenter la proportion moyenne des femmes au sein des conseils d'administration des entreprises du FTSE100 de 27 % à 33 % d'ici 2020. Selon le [dernier rapport d'évaluation annuel](#), les plus grandes entreprises britanniques seraient en passe d'atteindre cet objectif, avec une représentation des femmes de 32,4 % en moyenne. Quatre entreprises financières ayant nettement amélioré la parité au sein de leurs conseils – Schroders, Standard Life Aberdeen, Royal Bank of Scotland et London Stock Exchange – sont désignées par le rapport comme « *the biggest risers of 2019* ». En parallèle, Standard Life Aberdeen a annoncé une amélioration importante de sa politique de congés parentaux. A partir de janvier, Standard Life Aberdeen proposera [52 semaines de congés parentaux](#) (dont 40 payées à taux plein) à tous ses employés, devenant ainsi un des employeurs les plus généreux du RU en la matière. L'objectif principal de cette politique est de diminuer l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes (« *gender pay gap* ») en protégeant la progression professionnelle des femmes en cas de grossesse.

BANQUES ET ASSURANCES

HSBC et RBS dévoilent leurs nouvelles plateformes bancaires en ligne – Alors que les néobanques numériques telles que Monzo et Starling séduisent de plus en plus les particuliers et PME britanniques, les banques traditionnelles organisent la riposte commerciale et technique. HSBC a ainsi déployé la version beta d'[HSBC Kinetic](#), sa nouvelle application bancaire destinée aux PME, en attendant la sortie de la version finale en 2020. L'application proposera des comptes courants et des informations pratiques sur les flux de trésorerie des PME

généérées grâce à l'analyse des données. [Bo](#), l'application de RBS pour les particuliers sera quant à elle lancée courant novembre. L'application, conçue pour encourager ses utilisateurs à mieux planifier leurs budgets, ciblera les 16,8 millions de Britanniques disposant d'une faible d'épargne. Un rapport récent d'HSBC sur la [banque du futur](#) prédit par ailleurs l'émergence d'identités bancaires numériques (« *digital ID* »), qui permettront aux banques de proposer des services hyper-personnalisés à leur clientèle.

HSBC reçoit un avertissement de la PRA sur sa gestion des risques non-financiers – Selon [Bloomberg](#), la *Prudential Regulation Authority*, l'organisme britannique de réglementation des services financiers, aurait averti HSBC concernant le manque de progrès dans ses pratiques de gestion des risques non-financiers pour la deuxième fois en deux ans. Les risques non-financiers couvrent des questions telles que la criminalité financière, les manquements aux exigences de conformité, ou encore le comportement du personnel. Selon une enquête confidentielle citée par Bloomberg, HSBC arriverait en dernière position dans un classement de sept banques d'investissement pour les questions de culture interne. Avant son éviction en août 2019, l'ancien directeur général J. Flint avait lancé une campagne pour améliorer la culture d'entreprise d'HSBC. Son successeur par intérim, N. Quinn, s'est jusqu'à maintenant concentré sur la réduction des coûts et la restructuration des activités d'HSBC en Europe et aux Etats-Unis.

FINTECH

Zego devient la première insurtech à obtenir une licence au RU – Fondée en 2016, Zego offre une gamme de polices d'assurances personnalisées pour les travailleurs indépendants (chauffeurs Uber ou Deliveroo), et proposant une tarification basée sur les données d'utilisation des véhicules. Zego a obtenu sa licence à Gibraltar et pourra désormais vendre ses produits en son nom propre. L'annonce de cette licence intervient cinq mois seulement après une levée record de 32,7M£ en fonds de série B, l'un des plus importants « tours de financement » pour une start-up européenne d'assurance, pour promouvoir l'expansion à travers l'Europe. La licence permettra également à Zego de rassembler et de partager des données avec ses partenaires d'assurance (15 réassureurs au total) afin de développer une technologie de tarification automatisée, basée sur le comportement des conducteurs et les données externes, et proposer des polices dont le prix est proportionnel au niveau de risque réel de chaque client.

AUDIT

Le président du Financial Reporting Council appelle à une scission opérationnelle des cabinets du Big 4 – Le président du régulateur comptable britannique, S. Dingemans, a [appelé](#) à « une séparation opérationnelle du Big 4 au minimum, si ce n'est du Big 6 » dans le cadre des réformes visant à améliorer la qualité des audits. Il a en outre critiqué la proposition de l'autorité de la concurrence britannique (la CMA) de mettre en place un système de co-audit obligatoire pour le FTSE 250 entre le Big 4 et les cabinets de taille intermédiaire « dans la mesure où les audits conjoints génèrent une confusion des responsabilités et des coûts supplémentaires sans vraie valeur ajoutée ». Le gouvernement britannique a par ailleurs envoyé une liste de [questions](#) aux cabinets du Big 6 (détail des plans de contingence en cas de faillite, niveau de fonds propres, garantie du réseau international et des activités non-audit) afin d'évaluer leur capacité à résister à une éventuelle scission de leurs activités.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Louis Martin,
Laura Guenancia et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 14 novembre 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,5%	1,7%
PIB en glissement trimestriel (T2 2019)		-0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,9%	1,0%
Inflation (IPC)		2,0%	2,2%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,1%	2,0%
	Consommation	1,8%	2,3%
	Dépenses publiques	1,3%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,6%	2,4%
	Importations (B&S)	4,0%	3,0%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,1%	1,3%
	Secteur de la construction	1,5%	3,9%
	Secteur des services	1,9%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,2%	0,4%
	Ventes au détail	3,9%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,3%
Taux d'emploi		76,1%	75,3%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	2,6%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,3%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Taux d'épargne des ménages		4,5%	4,9%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,3%	-2,0%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	83,1%	84,3%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,5%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,14	1,14
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.